



**PRÉFET
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 19/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOTAL ENERGIES

875 rue de l'escadrille des cigognes
ZI Croix de Metz
54200 Toul

Références : 2026_0355
Code AIOT : 0006208313

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/03/2026 dans l'établissement TOTAL ENERGIES implanté 875 rue de l'escadrille des cigognes ZI Croix de Metz 54200 Toul. L'inspection a été annoncée le 06/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTAL ENERGIES
- 875 rue de l'escadrille des cigognes ZI Croix de Metz 54200 Toul
- Code AIOT : 0006208313
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Sur son site de Toul, TotalEnergies exploite une unité de production électrique dont le pilotage opérationnel est confié à Siemens Energy. Cette centrale à cycle combiné gaz (CCG) optimise la production d'électricité en associant les cycles thermodynamiques de turbines à gaz et à vapeur.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Bilan de surveillance	Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article chapitre 6	Demande d'action corrective	1 mois
3	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article 24.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article 7.2	Sans objet
4	Séparation des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article Chapitre 31-	Sans objet
5	Conception et exploitation des installations d'entreposage internes...	Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article Chapitre 32	Sans objet
6	Surveillance des déchets	Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article Chapitre 37	Sans objet
7	Prévention des risques technologiques - Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article 40.1	Sans objet
8	Propreté des locaux	Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article 44.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de sa visite de contrôle effectuée le 06 mars, l'inspection des installations classées a pu constater la mise en œuvre d'un système de pilotage et de sécurité robuste sur le site. La sécurité du site est encadrée par une analyse des scénarios d'accidents majeurs et le déploiement de barrières critiques. La maîtrise opérationnelle est renforcée par un personnel formé et qualifié, dont les compétences sont validées par des tests en blanc. Le maintien de la propreté et la gestion des zones de stockage (rétention et tri) sécurisent les installations contre les risques inflammables et assurent la conformité des voies d'intervention.

Des précisions sur la consommation journalière d'eau sont à fournir.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article 7.2
Thème(s) : Autre, Exploitation des installations
Prescription contrôlée : L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.
Constats : L'exploitant a mis en place une documentation technique qui reprend l'ensemble des procédures prévues par la prescription contrôlée. Cette documentation précise notamment les vérifications à effectuer en mode d'exploitation normale, en phases de démarrage, de dysfonctionnement et/ou d'arrêt momentané. Les éléments sont centralisés sur un logiciel dédié. Cette documentation permet le respect des dispositions du présent arrêté en toutes circonstances. L'exploitation est sous traitée à la société Siemens Energy. Chaque opérateur doit suivre un processus d'habilitation. Cette formation inclut des mises en situations réelles de type tests en blanc.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Bilan de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article chapitre 6
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance
Prescription contrôlée : L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées, avant le 15 février de l'année suivante, un bilan annuel de la surveillance et des mesures prises ou réalisées relatives à : <ul style="list-style-type: none">• la surveillance des rejets atmosphériques (mesures en continu et mesures périodiques) ;• la surveillance des rejets aqueux (mesures en continu et mesures périodiques) ;• la surveillance des eaux souterraines et des sols le cas échéant ;• l'utilisation rationnelle de l'énergie et aux émissions de gaz à effet de serre ;• la surveillance environnementale ;• la gestion des déchets ;• la formation du personnel ;

- la gestion des stockages ;
- l'entretien et maintenance des installations.

Par ailleurs, **ce bilan fournit explicitement le nombre d'heures de fonctionnement du groupe électrogène et de la motopompe sur la période considérée.**

Constats :

Le document remis lors de la visite répond à la prescription. Il n'avait pas été transmis dans le délai fixé.

Il appartient à l'exploitant de transmettre les éléments demandés à l'inspection à la date d'échéance précisée (15/02) par des moyens adaptés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L bilan est à transmettre avant le 15/02, l'exploitant s'assurera de respecter cette échéance.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article 24.1

Thème(s) : Autre, Prélèvement et consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours sont limitées aux quantités suivantes :

Origine de la source	Consommation journalière
Réseau public	257 m3/j

Constats :

L'approvisionnement en eau du site repose exclusivement sur le réseau d'adduction d'eau potable de la ville de Toul. Pour l'année 2025, le volume total prélevé s'est élevé à 53 543 m³. La déclaration GERE2025 indique un nombre d'heure de fonctionnement de 1630 en 2025 mais un fonctionnement durant 365 jours.

Au regard de ces éléments, l'inspection n'est pas en mesure de déterminer le respect de la prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé :

- Pour l'année 2025, de préciser le nombre de jour de fonctionnement, déduire la consommation journalière
- De mettre en œuvre un moyen de suivi journalier de la consommation d'eau pour s'assurer du respect de la prescription.

respect de la prescription.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Séparation des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article Chapitre 31-
Thème(s) : Produits chimiques, Gestion des sous-produits et des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement. • Les déchets d'emballage visés par les articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie. • Les huiles usagées doivent être éliminées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux où contaminé par des PCB. • Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination... • (...) • Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-196 à R. 543-201 du code de l'environnement. • Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).
<p>Constats :</p> <p>La gestion des déchets est conforme aux prescriptions en vigueur. Le sous-traitant assure la tenue du registre des déchets dangereux, et des zones de stockage distinctes sont désignées pour les déchets solides et liquides.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conception et exploitation des installations d'entreposage internes...

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article Chapitre 32
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des sous-produits et des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risque de pollution</p>

{prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : Le site assure un entreposage sécurisé des déchets et résidus via des aires de stockage dédiées et identifiées. Ce dispositif est complété par la mise en place systématique de bacs ou de plateformes de rétention dimensionnés selon la dangerosité et le volume des produits. Cette organisation respecte la nécessité de séparation des déchets (liquides/solides, dangereux/non-dangereux, compatibles/ incompatibles) et réduit tout risque de pollution. Le stockage des matières dangereuses se fait sous abri.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Surveillance des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article Chapitre 37
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des sous-produits et des déchets
Prescription contrôlée : Les résultats de surveillance sont présentés selon un registre ou un modèle établi en accord avec l'inspection des installations classées ou conformément aux dispositions nationales lorsque le format est prédéfini. Ce récapitulatif prend en compte les types de déchets produits, les quantités et les filières d'élimination retenues. L'exploitant utilise pour ses déclarations la codification réglementaire en vigueur.
Constats : La traçabilité des flux de déchets s'effectue via un registre détaillé, consignait systématiquement leur nature, leur code déchet réglementaire associé, leur volume et leur filière d'évacuation. L'utilisation de la plateforme Trackdéchets garantit la dématérialisation et la conformité réglementaire des bordereaux de suivi.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des risques technologiques - Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article 40.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques technologiques
Prescription contrôlée : Les installations sont exploitées sous la surveillance permanente de personnel qualifié, qui vérifie périodiquement le bon fonctionnement des systèmes de sécurité et de la bonne alimentation en combustible des installations de combustion. '
L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement des installations et des dispositifs assurant leur mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement des installations. En cas d'anomalies provoquant l'arrêt d'une installation, celle-ci est protégée contre tout

déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation, au besoin après intervention sur le site.

La conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien) fait l'objet de consignes d'exploitation et de sécurité écrites et rendues disponibles pour le personnel. Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant d'effectuer ces travaux ;
- l'interdiction d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique ;
- les conditions de délivrance du permis d'intervention ;
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité ;
- la conduite à tenir en cas d'indisponibilité d'un dispositif de réduction des émissions.

Ces consignes sont régulièrement mises à jour.

Constats :

L'inspection n'a pas identifié d'écart à ces prescriptions. En outre, le site a déployé une méthodologie d'analyse des scénarios d'accidents majeurs, centrée sur l'identification des barrières de sécurité critiques et l'application d'un principe d'incrémentation. En complément, un dispositif de gestion des modes dégradés est opérationnel pour chaque incident ou accident. Celui-ci s'appuie sur une matrice de criticité permettant l'évaluation et la caractérisation des risques.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Propreté des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 29/12/2021, article 44.6

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Prescription contrôlée :

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières susceptibles de s'enflammer ou de propager une explosion. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Constats :

La propreté du site est assurée conformément aux prescriptions afin d'éliminer tout risque d'inflammation ou de propagation d'explosion. Ce processus repose sur un plan de gestion des opérations de nettoyage, un matériel adapté qui répond aux risques identifiés, et la connaissance de chaque agent de son poste de travail et des risques associés.

Type de suites proposées : Sans suite
